

# Réunion Opep-non Opep demain à Alger

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4582 - Ven. 21 - Sam. 22 septembre 2018 - Prix : 10 DA

Zetchi :

«Belmadi sera aussi l'entraîneur de la sélection des joueurs locaux»

Page 24

Mohcen Belabas (RCD)

## L'Algérie «a besoin de rénover» son modèle social et économique

Page 4

### Le ciel syrien se fermerait-il devant l'aviation israélienne ?

Par Mohamed Habili

Les raids israéliens sur le territoire syrien, principalement sur des cibles iraniennes et des positions du Hezbollah, ne se comptent pas, non plus d'ailleurs leurs victimes, tant les uns et les autres sont nombreux. Mais celui qui a été mené dans la nuit de lundi à mardi sur Lattaquié, au cours duquel un avion russe de reconnaissance transportant 15 officiers a été abattu par erreur par la DCA syrienne, pourrait bien être le dernier d'une série remontant à l'intervention russe en Syrie, en septembre 2015. Les Israéliens ont présenté leurs excuses et fourni leurs preuves qu'ils ne sont pour rien dans l'incident. C'est toute une délégation israélienne, conduite par le chef de l'armée de l'air, qui a été chargée de la mission de convaincre Moscou de rester sur les mêmes conventions passées entre les deux capitales. Du côté russe il y a eu deux sons de cloche, celui du ministère de la Défense, franchement accusateur à l'endroit d'Israël, et celui de Vladimir Poutine, pour qui l'incident est le produit d'un malheureux concours de circonstances. Cependant, ce même Poutine qui a endossé en l'occurrence le rôle du gentil a fait savoir que les intervenants en Syrie s'apercevraient bientôt qu'il a pris ses précautions pour que les soldats russes présents en Syrie soient à l'avenir à l'abri de ce genre d'erreur. Les commentaires vont depuis bon train sur ce qu'il voulait dire exactement par là. La vérité, c'est que les Russes ne croient pas à la bonne foi des Israéliens.

Suite en page 3

### Les sanctions tardent à tomber

# Les inondations dévoilent incompétence et laisser-aller des responsables



Malgré les budgets énormes dont disposent les walis, chefs de daïra et les élus locaux pour prendre en charge la collecte des déchets ménagers, l'aménagement des espaces verts, des routes et autres, leur incompétence et leur laisser-aller semblent sans limite et ils ne sont malheureusement pas démis de leurs postes. Cette impunité est une prime à l'inscription dans la durée de l'incurie généralisée.

Lire page 2

Rapport du département d'Etat US  
«L'Algérie resserre l'étau sur les groupes armés terroristes dans la région»

Page 2

En hommage à la femme algérienne  
Un salon du patrimoine immatériel se prépare à Tizi-Ouzou

Page 13

Les sanctions tardent à tomber

# Les inondations dévoilent incompétence et laisser-aller des responsables

■ Malgré les budgets énormes dont disposent les walis, chefs de daïra et les élus locaux pour prendre en charge la collecte des déchets ménagers, l'aménagement des espaces verts, des routes et autres, leur incompétence et leur laisser-aller semblent sans limite et ils ne sont malheureusement pas démis de leurs postes. Cette impunité est une prime à l'inscription dans la durée de l'incurie généralisée.

Par Thinhinene Khouchi

Chaque année, c'est le même scénario qui se répète. À la première goutte de pluie, des pertes humaines et matérielles sont enregistrées. Les quartiers sont inondés, créant la panique parmi les habitants, faisant des blessés et occasionnant des dégâts aux habitations et équipements publics. Cette situation impitoyable n'est que le résultat du laisser-aller des walis et des présidents des communes qui attendent que la catastrophe arrive pour enfin réagir. Malgré ces infractions répétitives, les sanctions tardent à tomber, voire ne tombent jamais ce qui risque de mettre les citoyens en colère. En effet, récemment, suite aux pluies torrentielles accompagnées de grêle qui se sont abattues sur plusieurs villes du sud-est du pays, un enfant âgé de 5 ans a perdu la vie et 18 personnes ont été blessées à Tébessa. Le wali, Attallah Moulati, avait alors précisé, au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la wilaya, que 200 avaloirs ont été obstrués par les fortes crues qui ont endommagé des canalisations d'assainissement et le réseau d'alimentation en eau potable. Selon lui, la situation générée par cette catastrophe naturelle a été «maîtrisée», ce qui est totalement faux, de l'avis de la majorité des citoyens. A Constantine,

deux personnes ont perdu la vie, un homme âgé de 55 ans et une femme de 34 ans, originaires de la commune de Hamma Bouziane et onze autres ont été blessés dans les inondations qui ont affecté la maga-cité Djebli Ahmed (ex-Kantoli), a indiqué le chargé de communication des services de la Protection civile, le lieutenant Noureddine Tafer. Le même responsable a précisé que le débordement de l'oued Ziad, à proximité de cette cité située sur la RN 27, entre la région d'El Menia et la commune de Hamma Bouziane, a provoqué, suite aux pluies orageuses, des torrents puissants qui ont immergé toute la zone et emporté des dizaines de véhicules, soulignant que les éléments de la Protection civile dépêchés sur les lieux ont secouru onze personnes bloquées dans leurs voitures au milieu des flots. A ce propos, le wali semble minimiser les faits et indique qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer pour le décès de deux personnes seulement et des dégâts matériels dont, selon lui, une voiture emportée par les eaux pluviales. Une phrase de trop qui n'a laissé personne indifférent. Cette phrase est la suite d'une longue liste de déclarations de responsables qui ne veulent pas assumer leurs écarts de gestion de la chose publique et admettre qu'ils ont leur part de responsabilité dans ces catastrophes. Enfin, ne réagissant qu'après la catastrophe,



PhD.R.

le SG du ministère des Ressources en eau, Belkateb El Hadja, a indiqué qu'à Constantine «une campagne de curage des réseaux d'assainissement et des cours d'eau sera lancée dès la semaine prochaine en collaboration avec les unités de l'Office national de l'assainissement relevant de plusieurs wilayas de l'Est». Il a précisé, au cours d'une réunion d'évaluation de la situation tenue à la cité administrative de Daksi, que l'opération ciblera en premier lieu les points noirs et sensibles dans cette wilaya, notamment la ville Ali-Mendjeli, Hamma Bouziane et la ville de Constantine. Voilà là encore une initiative qui devait être prise

durant l'été, en prévision de l'hiver et non pas après le fait accompli.

## «Les catastrophes naturelles ont coûté à l'Etat 25 milliards de dinars»

Selon Tahar Melizi, délégué national aux risques majeurs auprès du ministère de l'Intérieur, «les catastrophes naturelles enregistrées en Algérie en 2018 ont causé 25 milliards de dinars de dégâts». En effet, s'exprimant au cours d'une réunion de travail organisée par la commission interministérielle dépechée par le ministère de l'Intérieur pour s'enquérir des

dégâts causés suite aux inondations qui ont frappé mercredi soir la région de Hamma Bouziane, le même responsable a indiqué que jusqu'au 19 septembre dernier, les catastrophes naturelles, inondations notamment, ont touchés 18 wilayas. Il a annoncé, dans ce contexte, l'organisation au mois d'octobre d'un séminaire national sur la gestion des grands dangers qui sera axé sur plusieurs thèmes, dont l'évaluation des mécanismes de prévention et la sensibilisation des différentes parties concernées (entreprise, presse, citoyens et professionnels des technologies des TIC, entre autres).

T. K.

## Rapport du département d'Etat US

### «L'Algérie resserre l'étau sur les groupes armés terroristes dans la région»

Le département d'Etat américain a salué dans son dernier rapport les efforts consentis par l'Algérie en matière de lutte antiterroriste. Durant l'année 2017, l'Algérie a intensifié la sécurisation de ses frontières, maintenant la pression sur les groupes terroristes opérant dans la région, a indiqué le département d'Etat qui évoque «une forte mobilisation» en faveur de la paix et la sécurité régionales. «L'Algérie a poursuivi des efforts significatifs pour prévenir l'activité terroriste à l'intérieur de ses frontières», relève le département d'Etat dans son rapport 2017 sur le terrorisme dans le monde, publié à Washington. Le rapport présenté par le coordonnateur pour la lutte antiterroriste au département d'Etat, l'ambassadeur, Nathan Sales, souligne que les chiffres des bilans de la lutte antiterroriste, publiés par l'Armée algérienne «montrent le maintien d'une pression continue sur les groupes terroristes». Se référant

aux constats établis par des analystes spécialisés en sécurité, le rapport soutient que les forces armées algériennes sont parvenues à neutraliser ces groupes extrémistes, s'imposant comme un rempart contre le terrorisme dans la région. «Certains analystes estiment que les pertes continues (subies par les groupes extrémistes) ont considérablement réduit la capacité des groupes terroristes à opérer en Algérie», relève ce rapport rédigé par le bureau du contre-terrorisme du département d'Etat pour le Congrès. «La sécurité des frontières est restée une priorité de premier plan pour se prémunir de l'infiltration de terroriste venant de pays voisins», indique le rapport qui cite, à ce titre, les actions de coordination entre les Douanes algérienne et tunisienne le long des frontières communes, le déploiement de soldats supplémentaires sur la frontière avec la Libye, le renforcement de la surveillance sur la

frontière Ouest et le recours accru aux technologies avancées en matière de surveillance aérienne. Actuellement, tous les postes frontaliers en Algérie ont accès aux bases de données d'Interpol, note par ailleurs ce document. Bien qu'elle ne fasse pas partie de la coalition internationale contre le groupe terroriste Daech, l'Algérie a soutenu activement en 2017 les efforts visant à contrer la menace du groupe terroriste autoproclamé «Organisation de l'Etat Islamique (Daech/El)» à travers les programmes de renforcement des capacités des pays voisins et la coprésidence du groupe de travail sur le renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest. Soulignant l'action menée par les forces armées et les différents services de sécurité en matière de contre-espionnage, d'enquêtes, de sécurisation des frontières et aussi de réponse aux crises, le rapport constate que le

ministère de la Défense nationale a «fourni des rapports en temps opportun» sur les saisies d'armes et de drogue ainsi que sur les opérations d'élimination de terroristes. En 2017, le gouvernement algérien a maintenu une politique stricte qui exclut toute concession aux groupes terroristes qui détiennent des otages, indique le document. Le département de Mike Pompeo note qu'au plan diplomatique, l'Algérie est restée en 2017 «fortement engagée en faveur de la paix et de la sécurité régionales». Elle préside le Comité international de suivi de l'accord de paix au Mali, soutient le processus politique onusien en Libye et participe à divers forums sahélo-sahariens pour discuter des politiques de développement et de sécurité dans la région et coordonner l'action des donateurs. Rappelant également son rôle actif comme membre fondateur du Forum mondial contre le terrorisme et coordonnateur de l'Afrique pour la lutte

antiterroriste, le rapport précise que l'Algérie abrite les sièges d'Afripol et de l'Unité de fusion et de liaison du Cemoc (Comité d'Etat-major opérationnel conjoint) qui regroupe également le Mali, le Niger et la Mauritanie. Le rapport met en exergue, par ailleurs, l'approche algérienne pour contrer l'extrémisme violent qui inclut des programmes de réhabilitation et d'intégration, y compris pour les terroristes repentis. Il souligne les actions menées dans le cadre de cette approche inclusive telles que la dépolitisation des mosquées, la réaffirmation de la tradition sunnite qui promeut la tolérance et la paix et le renforcement du rôle des «Mourchidate» dans la prévention de l'extrémisme violent. Dans le cadre de ces efforts, le ministère des Affaires étrangères a publié une brochure sur le rôle de la démocratie dans la lutte contre le terrorisme violent, rappelle-t-il encore.

Meriem Benchaouia

«Tournant décisif» pour l'industrie pétrolière

# Réunion Opep-non Opep demain à Alger

■ Outre les exigences de Donald Trump qui dans un tweet posté avant-hier, exhorte «l'Opep à baisser ses prix maintenant», quelques semaines avant la mise en place de sanctions américaines contre le secteur énergétique de l'Iran, c'est dans un contexte marqué par la nécessité de maintenir la hausse des prix, d'assurer la continuité des investissements dans le domaine pétrolier et de garantir l'offre face à une demande qui augure d'augmenter que se tiendra demain la réunion du JMMC à Alger.

Par Lynda Naili

A ce titre, cette 10<sup>e</sup> réunion du JMMC devra ainsi dresser un état des lieux du marché pétrolier mondial, qui faut-il le rappeler, a depuis l'accord historique d'Alger de septembre 2016, connu une certaine stabilité des prix qui aura permis le redémarrage de l'industrie pétrolière. Il s'agira pour le comité de pérenniser les outils de maintien de cet équilibre, voire de créer des mécanismes supplémentaires pour une meilleure efficacité à même de rassurer aussi bien les producteurs que les industriels consommateurs.

Une chose est sûre est que selon des déclarations précédentes de Mustapha Guitouni, ministre de l'Energie, cette 10<sup>e</sup> réunion du JMMC sera couronnée de «décisions unifiées» en vue d'«œuvrer au maintien de cet équilibre» sur le marché pétrolier international.

Effectivement, ayant dépassé les objectifs de l'accord, avec des niveaux de conformité record dépassant parfois même les 150%, l'Opep a convenu en juin dernier de limiter à 100% le niveau de respect des engagements, induisant une augmentation effective de l'offre de l'ordre de 757 000 barils/jour. «Cet accord nous ramène à réaliser 100% de la production (fixée par l'Organisation)». «En mai 2018, nous avons réalisé un taux de conformité de 152% par rapport aux quotas mis dans l'accord (de la baisse). Les 52% de plus, soit les 757 000 barils/jour qui n'ont pas été produits, vont être repris», avait expliqué Mustapha Guitouni dans une déclaration à l'issue de la 174<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Opep.

## Opep : «L'Opep un membre important»

Sur les conséquences que



P.V.D. R.

pourrait avoir l'embargo pétrolier des Etats-Unis contre l'Iran troisième plus grand producteur de l'Opep, devant entrer en vigueur le 5 novembre prochain, l'Iran voit déjà ses ventes de brut fondre à l'approche de l'application de ces sanctions sachant que sa production est estimée à 1,4 million de barils par jour.

Ce pays détient les quatrième réserves mondiales prouvées de pétrole alors que nombre de pays, en Asie particulièrement, ont besoin de se fournir en brut iranien. D'autant que leurs raffineries sont spécialement conçues pour traiter la variété du pétrole iranien (Iran Heavy). Mais à l'approche de l'échéance prévue de ces sanctions, la production pétrolière iranienne a atteint ses niveaux les plus bas depuis juillet 2016, alors que par ailleurs, le Venezuela connaît aussi une érosion continue de sa production. Pour l'Opep, l'Iran reste «un membre très important (...) et nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à travailler avec tous les membres», a soutenu le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, sans pré-

ciser comment les producteurs mondiaux allaient compenser la baisse des exportations iraniennes avec l'entrée en vigueur des sanctions américaines.

## Genèse du JMMC

Le JMMC, présidé par le ministre saoudien du Pétrole et co-présidé par son homologue russe, le JMMC est composé de quatre pays membres de l'Opep, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Koweït et le Venezuela ainsi que de deux pays non membres, en l'occurrence la Russie et Oman, a été créé par la 171<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Opep, tenue le 30 novembre 2016, et par la réunion ministérielle conjointe Opep-non Opep le 10 décembre 2016 à Vienne. C'est en effet lors de la tenue à Alger de la 170<sup>e</sup> réunion extraordinaire de la Conférence ministérielle de l'Opep en septembre 2016 que les pays membres de cette Organisation avaient décidé d'ajuster leur production, dans un intervalle de 32,5 à 33 millions de barils par jour (mbj), et de créer un Comité de haut niveau présidé par l'Algérie en vue d'élaborer les détails de l'accord. Ces détails ont été définis dans une proposition algérienne adoptée lors de la 171<sup>e</sup> réunion ordinaire de la

Conférence ministérielle de l'Opep tenue en novembre 2016 à Vienne. Le haut comité a également tenu des réunions avec des pays non membres de l'Organisation. Ces discussions ont abouti à la signature de l'Accord de coopération entre les pays membres de l'Opep et les pays non-Opep participants à la réunion de décembre 2016. L'Opep a ainsi décidé d'une réduction de sa production de pétrole d'environ 1,2 mbj à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, rejointe par la suite par 11 pays non membres ayant accepté de réduire leur offre de 600 000 bj. Une année après, l'Organisation et ses partenaires décidèrent de prolonger jusqu'à fin 2018 leur plafonnement de la production au profit du prix du baril.

Outre d'avoir comme mission de veiller à ce que les objectifs de cette Déclaration de coopération soient réalisés grâce à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production de pétrole des pays Opep et non-Opep signataires de cette Déclaration, le JMMC se doit également de faciliter l'échange d'analyses et de perspectives conjointes, ce qui fournit une contribution précieuse à l'évaluation du processus de conformité.

L. N.

## Béchar Gaïd Salah installera demain le Commandant de la 3<sup>e</sup> Région militaire

Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera à partir de samedi une visite de travail à la 3<sup>e</sup> Région militaire à Béchar durant laquelle il procédera à l'installation du commandant de cette Région militaire, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Le général de corps d'armée présidera, le dimanche 23 septembre 2018, au nom du

président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, la cérémonie d'installation du général major Smaali Mostefa, en qualité de Commandant de la 3<sup>e</sup> Région militaire, en remplacement du général Mmjour Chanegriha Said, désigné en qualité de Commandant des forces terrestres», précise la même source.

R. N.

## Hommage spécial de l'Opep à Bouteflika

DEMAIN, au terme de la tenue de la 10<sup>e</sup> réunion du Comité ministériel mixte de suivi Opep/non-Opep (JMMC10), à l'hôtel El Aurassi-Alger, sera célébré le 2<sup>e</sup> anniversaire de l'Accord historique d'Alger sur le maintien de la limitation de la production de pétrole devant permettre le rétablissement de l'équilibre des prix de l'or noir et la relance des industries pétrolières. Ainsi, lors de cette cérémonie commémorative, «un hommage spécial sera rendu par l'Opep au Président Bouteflika à l'occasion du 2<sup>e</sup> anniversaire de l'Accord d'Alger», indique un communiqué du Département de l'énergie qui confirmait la tenue en Algérie de la 10<sup>e</sup> réunion du comité ministériel mixte.

L. N.

## LA QUESTION DU JOUR

### Le ciel syrien se fermerait-il devant l'aviation israélienne ?

Suite de la page une

E t ils ont dit pourquoi : les Israéliens ne les avaient informé de leur opération sur Lattaquié qu'une minute seulement avant qu'elle ne se termine. En un temps aussi court, ils n'étaient pas en mesure de prendre les dispositions nécessaires pour éviter à leur avion en mission dans le secteur d'être touché par un «tir ami». Il est clair que pour eux ce détail d'ordre temporel décide de tout. Comme les Israéliens ne peuvent jamais prouver qu'en fait ils les avaient avertis plus tôt, l'affaire semble entendue. En clair, il faut effectivement s'attendre à ce qu'un avion israélien en mission sur la Syrie bientôt ne retourne pas sain et sauf à sa base. Or il y a pire encore pour Israël, c'est que les Russes renforcent suffisamment le système antiaérien syrien pour qu'un avion russe ne soit plus jamais abattu par erreur dans un ciel particulièrement encombré. Cela pourrait se traduire par l'installation du système S-300 que les Russes ont toujours refusé de fournir à la Syrie, d'une part pour ne pas gêner les raids israéliens, de l'autre pour ne pas modifier le rapport de force général dans la région. Le cas échéant, un pas significatif serait accompli dans le sens de la sanctuarisation du ciel syrien. Certains commentateurs russes se montrent d'ores et déjà convaincus que c'est bien cela qui va se produire. Certes, les S-300 ne sont pas les fameux S-400, mais c o m m e d é j à l e s S-200 en la possession de l'armée syrienne ne sont pas tout à fait une passoire, les avions israéliens n'opéreraient plus qu'à leurs risques et périls contre des cibles en territoire syrien. Or il suffit qu'un deuxième avion israélien soit abattu au-dessus de la Syrie pour que la donne change significativement. La guerre d'Israël contre la présence iranienne en Syrie, que la Russie l'a laissé mener, se poursuivrait sans doute, mais dans un contexte différent de celui d'aujourd'hui.

M. H.

Mohcen Belabas (RCD)

# L'Algérie «a besoin de rénover» son modèle social et économique

■ Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcen Belabas, a estimé, hier, que l'Algérie avait besoin de rénover son modèle social et économique afin d'encourager «l'excellence» et créer une amélioration du vécu du citoyen.

Par Halim Y.

Intervenant lors de la tenue des travaux de la deuxième session du Conseil national de son parti, M. Belabas a indiqué que les citoyens aspireraient à «un projet de rénovation du modèle social et économique de leur pays», qui encourage «l'excellence» et d'une politique qui «réduit la pauvreté et le nombre, toujours grandissant, des laissés-pour-compte».

Il a relevé que le pays avait besoin de renouveler «son ambition et sa vision de l'avenir», ajoutant qu'il a «soif de nouvelles perspectives (...)». Le premier responsable du RCD a pointé du doigt la «multiplication des sites insalubres dans les villes», qui constituent souvent des «foyers à l'origine de l'émergence de



maladies transmissibles». Pour M. Belabas, le RCD, qui met au

centre de ses luttes et de ses objectifs l'égalité en droits de

tous les citoyens algériens, œuvre pour que les revendica-

tions des femmes soient portées par le grand nombre.

Il a ajouté que la tenue des assises des femmes progressistes projetée pour le mois de novembre doit permettre d'approfondir le débat sur les moyens de lutte et la mise en place d'un cadre organisationnel politique pour rationaliser et faire converger les combats. Evoquant les droits syndicaux, M. Belabas a souligné que son parti continuerait à soutenir le monde syndical dans sa pluralité par tous les moyens dont il dispose, précisant que c'est le sens de «l'engagement de sa formation politique pour la démocratie qui suppose le droit à la libre représentation pour toutes les catégories sociales qui le souhaitent».

H. Y./APS

## Béchar

### Les effets de l'urbanisation se font ressentir sur l'environnement

La commune de Béchar, qui a connu ces vingt dernières années une rapide urbanisation, est, à l'instar d'autres collectivités du pays, en train de subir ses effets, notamment en matière d'hygiène et de salubrité, d'où l'urgence de revoir le schéma de collecte des déchets qui ne répond plus aux besoins réels de cette collectivité. Une urbanisation effrénée qui crée de nouveaux besoins en matière d'hygiène et de salubrité publiques, nécessaires de par le volume élevé des déchets et autres

ordures ménagères produits quotidiennement dans cette commune qui s'étend sur une superficie de 5 050 km<sup>2</sup>. Une situation aggravée par l'entassement des déchets à proximité des bacs à ordures placés en milieu urbain à cause des rejets sauvages des déchets par des citoyens et autres restaurateurs inconscients des incidences graves sur la santé humaine de ce type de comportements inciviques, a-t-on constaté. C'est surtout en période de fortes chaleurs que l'impact sur l'environ-

nement et la santé des populations de cet entassement des déchets ménagers et autres, qu'est ressenti le besoin d'une révision globale du schéma de collecte des ordures et du danger des déchets sur la santé, d'où la nécessité de la mise en place d'un réseau de bacs à déchets souterrains, signalent des représentants des comités de quartiers. Des quartiers comme Béchar-Djedid et Debdeba, qui totalisent plus de 120 000 habitants à eux seuls, doivent être dotés de ce type d'équipements urbains publics pour mettre fin à une situation qui n'a que trop duré et qui peut avoir des conséquences graves sur le cadre de vie et la santé des habitants, ont-ils ajouté. La solution de réalisation et de généralisation des bacs d'enfouissement souterrains à travers la ville de Béchar est justement préconisée par l'entreprise locale «Saoura-Net», pour le renforcement de l'hygiène et des opérations de collecte des différents types de déchets, selon la direction de l'entreprise. Des contacts ont été entamés récemment avec le secteur de l'environnement et l'Assemblée populaire communale (APC) pour l'élaboration et l'inscription d'un projet de réalisation de pareils équipements publics à travers les trois grands secteurs de la ville de Béchar, à savoir Béchar-Djedid, Debdeba et le centre-ville, et dans la perspective de l'amélioration de l'hygiène et la collecte des déchets à travers cette ville de plus de 300 000 âmes, a indiqué à l'APS Boufeldja Bendjima, directeur de l'entreprise. «Si on arrive à concrétiser ce projet avec le soutien financier de l'Etat, on mettra fin aux bacs à déchets ménagers qui enlaidissent le cadre urbain à

Béchar, et on facilitera les opérations de collecte quotidienne des déchets ménagers et autres par nos 40 équipes spécialisées», assure M. Bendjima. Saoura-Net, dont les équipes collectent quotidiennement plus de 180 tonnes de déchets ménagers et autres, souhaite la révision du schéma de collecte des déchets réalisé en 2008 et ne répondant plus aux besoins réels de la commune de Béchar en la matière. Elle contribue, par ailleurs, avec l'apport de la société civile à l'amélioration du cadre de vie des habitants de cette collectivité à travers plusieurs opérations de nettoyage des quartiers et autres grands groupements urbains de Béchar, où elle a pu rendre une quinzaine de sites sauvages de rejet de déchets et autres détritiques, en de véritables espaces verts, avec l'apport du mouvement associatif, prouvant ainsi sa totale disposition et coopération avec les citoyens pour l'amélioration de l'hygiène du milieu urbain, souligne son premier responsable.

«ne répond plus aux standards nationaux d'hygiène et de salubrité publique». Ce marché réalisé en 1974 au centre-ville de Béchar est décrié par les consommateurs à cause de son état d'hygiène et sanitaire, ne répondant nullement aux critères nationaux en la matière, d'où la nécessité de sa complète rénovation pour qu'il puisse répondre aux besoins des citoyens, selon les citoyens.

En général, la commune de Béchar présente un aspect hygiénique modeste, d'où la nécessité des efforts de chacun pour rendre cette collectivité plus attrayante et propre dans le but d'améliorer son cadre de vie, estiment pour leur part des représentants du mouvement associatif local. «Nous avons entrepris récemment une opération de nettoyage de plusieurs écoles primaires à travers la ville avec nos moyens et ceux de l'APC et de Saoura-Net, dans le seul souci de rendre plus agréable la scolarisation et l'évolution de nos enfants au niveau de ces établissements», a indiqué Laredj Hougana, de l'association «Initiative nationale de la campagne d'hygiène et de reboisement». Cette association, qui a à son actif une opération d'envergure de plantation de 40 000 arbustes de diverses essences à travers Béchar, de septembre 2016 à avril 2017, compte initier prochainement plusieurs opérations de nettoyage et d'hygiène, tant dans la commune de Béchar qu'au niveau des autres collectivités de la région, afin de vulgariser la culture de protection de l'environnement urbain des villes et de l'hygiène publique, a signalé M. Hougana.

Yanis F.

## Tizi Ouzou

### La présence massive d'agents a rendu le trafic routier plus fluide

Depuis quelques jours, la police semble de plus en plus présente à Tizi Ouzou pour la régulation de la circulation automobile, a-t-on constaté. En effet, un important dispositif, essentiellement humain, a été déployé sur les principales artères de la capitale du Djurdjura, notamment au niveau des «points noirs» du trafic routier, notamment au niveau du campus universitaire Hasnaoua. Les policiers investissent les lieux dès 7h du matin pour faire appliquer l'interdiction de stationnement et permettre de rendre ainsi la circulation automobile plus fluide. Les carrefours sont également investis par les hommes à l'uniforme, à la satisfaction des automobilistes qui vivent le calvaire des bouchons et embouteillages, conséquences dans la majorité des cas du non-respect du code de la route. Le trafic est ainsi devenu plus fluide même aux heures de pointe, de l'avis

de nombreux automobilistes qui n'ont pas manqué de saluer cette présence policière qu'ils espèrent durable et non conjoncturelle avec la nomination d'un nouveau chef de sûreté de wilaya. Le déploiement renforcé de policiers devrait être suivi par d'autres actions sur le terrain, a-t-on appris auprès d'une source policière. A comment par la chasse aux parkings sauvages qui ont proliféré ces derniers temps dans la ville de Tizi Ouzou. L'automobiliste est contraint de s'acquitter d'une somme moyenne de 100 à 300 dinars de parking pour deux ou trois déplacements utiles dans la capitale du Djurdjura. Même les artères des grands boulevards sont devenues du jour au lendemain des «parkings gardés». Notre source assure que le nouveau chef, qui connaît bien sa ville natale, remettra de l'ordre.

Hamid M.

Pétrole

# Le Brent à plus de 79 dollars

■ Les prix du pétrole remontaient hier en cours d'échanges européens, effaçant leurs pertes de la veille dans un marché à la volatilité accrue par un tweet colérique de Donald Trump.

Par Faiza O.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 79,42 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 72 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 46 cents à 70,78 dollars. Jeudi, le président américain avait ordonné à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de «baisser ses prix maintenant», accusant l'organisation de «pousser pour des prix du pétrole toujours plus haut». «Cela s'ajoute à la



fournée de thèmes fondamentaux qui ballottent les prix du pétrole, il va falloir s'attendre à

une certaine volatilité», a commenté un analyste. Le tweet de Donald Trump intervient en effet

à quelques jours d'une réunion de suivi de l'accord de limitation de la production qui engage

l'Opep et d'autres producteurs, dont la Russie. Alors que cet accord avait été signé fin 2016 pour faire face à l'abondance d'or noir sur le marché mondial, les deux poids lourds que sont l'Arabie saoudite et la Russie ont poussé en juin dernier pour amender cet accord et ont augmenté leur production, notamment pour compenser les exportations iraniennes, sanctionnées par les Etats-Unis à partir de novembre. L'Iran avait alors accusé l'Arabie saoudite de céder à la pression américaine. «Le consensus est que l'Opep et ses partenaires ne vont pas augmenter leur production dimanche, lors de la réunion d'Alger», a commenté un analyste. «Avec des perspectives économiques mondiales ternes en raison des tensions commerciales, ce qui pourrait peser sur la demande, et une production de l'Opep en hausse, il est peu probable que le pétrole ne grimpe prochainement», a pour sa part estimé un spécialiste.

F. O./APS

Afrique du Sud

## Le président annonce une série de mesures pour «stimuler» l'économie en récession

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a présenté hier une série de mesures pour relancer l'économie de son pays en récession, dont un assouplissement des règles d'obtention des visas pour stimuler le tourisme et un programme d'infrastructures. Le «plan de stimulation et de relance de l'économie», dévoilé vendredi, vise «à restaurer la confiance des investisseurs, éviter de nouvelles suppressions de postes et créer de nouveaux emplois», a expliqué à Pretoria le président Ramaphosa. La première puissance économique du continent affiche un taux de chômage de plus de 27%. Ce plan ne se traduira pas par une augmentation des dépenses

publiques mais par «une révision des priorités du budget actuel» qui portent sur «environ 50 milliards de rands» (3,5 milliards de dollars, 2,9 milliards d'euros), a précisé le chef de l'Etat. Pour encourager le tourisme et faciliter les affaires, M. Ramaphosa veut assouplir les réglementations pour les mineurs et les visas de personnes hautement qualifiées, et réviser la liste des pays soumis à l'obtention d'un visa pour entrer en Afrique du Sud. Actuellement, les familles qui souhaitent se rendre en Afrique du Sud doivent fournir un certificat de naissance complet des enfants mineurs qui les accompagnent. «Le tourisme continue à être un formidable créateur

d'emplois et, avec ces mesures, nous sommes confiants qu'encore plus de touristes se rendront en Afrique du Sud», a dit M. Ramaphosa. Il a également promis «une série de mesures de soutien aux agriculteurs noirs» et la mise en place d'un fonds pour la création et le soutien aux entreprises dans les townships et les zones rurales. Dans le secteur de la santé publique en pleine crise, 2 200 postes médicaux vont être pourvus «immédiatement». Le président a enfin annoncé la création d'un fonds pour les infrastructures» d'un montant de plus de 400 milliards de rands (28 milliards de dollars, 24 milliards d'euros), qui reste à financer notamment avec l'appui

de partenaires privés. Ce fonds doit permettre de construire des routes, des barrages ou encore des écoles, des projets qui auront «le potentiel de créer de l'emploi à grande échelle». M. Ramaphosa, au pouvoir depuis février après la démission forcée de Jacob Zuma, empêtré dans des scandales, a fait de la relance de l'économie sa priorité. Ses premiers résultats sont cependant très décevants. L'Afrique du Sud a replongé dans la récession en 2018, pour la deuxième fois en deux ans. Son produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,7% au deuxième trimestre de l'année 2018, après avoir déjà reculé au premier.

Assia D.

Italie

## La croissance revue à la hausse pour 2017 à 1,6%

L'Italie a enregistré en 2017 une croissance de 1,6%, selon les nouveaux chiffres publiés hier par l'Institut national des statistiques (Istat) qui a révisé à la hausse sa précédente estimation de 0,1 point. Selon les nouveaux chiffres, la croissance italienne s'est établie à 1,1% en 2016, contre 0,9% estimée en avril par l'Istat, et à 0,9% en 2015, contre 1% estimé précédemment.

Le déficit public est désormais évalué pour 2017 à 2,4% du PIB, contre 2,3% précédemment, après 2,5% en 2016. La dette publique a elle atteint 131,2% du PIB en 2017 (contre 131,8% estimé auparavant) et 131,4% en 2016 (contre 132%). Le nouveau gouvernement populiste doit présenter d'ici au 27 septembre sa loi de finances remaniée pour 2018, et annoncer les premières pers-

pectives 2018 attendues pour le budget 2019. Celui-ci doit être transmis avant le 15 octobre à la Commission européenne. L'élaboration de ce budget donne lieu à des discussions serrées entre les deux poids-lourds du gouvernement, le Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème), dont Luigi Di Maio est le chef de file, et la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini. Depuis début sep-

tembre, les responsables du gouvernement multiplient les déclarations, affirmant que l'Italie respectera les règles budgétaires européennes, soit un déficit en dessous de 3% du PIB, permettant de rassurer les marchés. Inquiet de l'impact d'une hausse des taux d'emprunt, comme celle survenue cet été, le ministre de l'Economie, Giovanni Tria, milite pour un déficit à 1,6%, mais il

subit une vive pression de M. Di Maio pour aller au-delà, afin de respecter ses promesses électorales comme la mise en place d'un revenu de citoyenneté de 780 euros. «Nous ne devons pas avoir peur de dépasser 2%, à moins que les 2% soient également devenus un tabou, mais dans ce cas il fallait nous le dire avant», a-t-il ironisé jeudi.

Agences

Etats-Unis

## La banque Wells Fargo va supprimer jusqu'à 26 500 emplois

La banque américaine Wells Fargo, frappée récemment par plusieurs scandales, va supprimer entre 5% et 10% de ses effectifs au cours des trois prochaines années, ce qui pourrait concerner jusqu'à 26 500 postes. L'établissement financier explique, dans un communiqué diffusé jeudi, avoir engagé une vaste restructuration pour «mieux répondre aux besoins des clients», qui gèrent de plus

en plus leurs comptes bancaires sur internet, «améliorer l'excellence opérationnelle» et «être plus efficace». «Nous continuons à transformer Wells Fargo pour fournir aux clients ce qu'ils souhaitent, en particulier des produits et services novateurs et conviviaux, et nous faisons évoluer notre modèle économique pour répondre à ces besoins d'une façon plus rationnelle et efficace», a commenté le direc-

teur général de l'entreprise, Tim Sloan. Lors de la publication de ses résultats trimestriels en juillet, la banque avait mis en avant le fait que les transactions effectuées aux guichets et aux distributeurs automatiques avaient baissé de 5% sur un an. Dans le même temps, la consultation par les clients de leurs comptes bancaires en ligne avait augmenté de 17%. Le groupe prévoyait alors de fermer en

conséquence environ 300 agences cette année. Wells Fargo avait aussi annoncé en juillet son intention de céder 52 agences dans divers Etats du centre des Etats-Unis. L'établissement, qui avait réussi à traverser la crise financière sans trop de dégâts, a pris de plein fouet les conséquences des différents scandales qui l'ont frappé depuis. Il lui a été notamment reproché l'ouverture de 3,5

millions de comptes fictifs et des primes d'assurances automobiles superflues. Wells Fargo avait été condamnée en avril à une amende d'un milliard de dollars et s'est vu interdire par la Banque centrale américaine toute expansion jusqu'à ce qu'elle prenne des mesures destinées à corriger ses erreurs, une décision sans précédent aux Etats-Unis pour un établissement de cette taille.

R. E.

Saïda

# Attribution de 786 logements tous programmes confondus

■ Pas moins de 786 logements de différents programmes ont été attribués, jeudi dans la wilaya de Saïda, à leurs bénéficiaires. Ces logements ont été distribués à l'occasion de la célébration de la fête de l'Achoura, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya et présidée par le wali de Saïda, Seif El Islam Louh.

Par Hocine A.

Le wali a indiqué que ce quota comporte 412 logements publics locaux dont 192 dans la commune de Sidi Boubekeur, 120 à Sidi Ameur, 43 logements promotionnels publics (LPP) destinés aux familles de victimes du terrorisme et 60 logements promotionnels aidés (LPA) à Saïda, en plus de 253 aides à l'habitat rural à travers les communes de la wilaya, annonçant que 3 074 logements publics locaux seront attribués à l'occasion des festivités du 1<sup>er</sup> novembre au chef-lieu de wilaya dont 850 destinés à la résorption de l'habitat précaire RHP. Au même mois, la wilaya prévoit la distribution de 500 aides aux bénéficiaires de l'habitat rural à travers les différentes de communes. En outre, 3 000 citoyens bénéficieront en fin novembre prochain de lots de terrain sociaux destinés à l'autoconstruction à travers différentes communes dont 973 lots à Saïda a indiqué, le directeur de l'habitat, Mustapha Zerquiti. Il est prévu, au mois d'avril 2019, la distribution de 2 000 logements

publics locaux au chef-lieu de wilaya, selon le wali. Il est attendu aussi le lancement en début d'année prochaine des travaux de réalisation de 2 500 logements publics locaux à Saïda. Un projet dont le gel a été levé par les pouvoirs centraux et le choix du terrain est en cours. Le wali de Saïda a salué les efforts de l'Etat dont ceux du président de la République, Abdelaziz Bouteflika dans la réalisation de



différents projets d'habitat pour satisfaire les besoins des citoyens. Le quota global du programme d'habitat est estimé dans la wilaya à 44 861 logements dont 22 768 réalisés, 16 937 en cours et

5 156 autres en voie de lancement, selon la direction de l'habitat. Par ailleurs, la wilaya de Saïda a bénéficié d'une enveloppe de 70,950 milliards DA du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

l'Aménagement du territoire pour améliorer le cadre de vie de la population à travers des opérations d'aménagement urbain et la réalisation d'édifices publics et culturels au profit de 100 quartiers de la wilaya. H. A./APS

Bordj Bou Arreridj

## Inscription de plusieurs projets d'assainissement au profit de la wilaya

La wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié de plusieurs projets «importants» relevant du secteur des Ressources en eau, concernant notamment les réseaux d'assainissement, d'épuration et de traitement des eaux, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction des ressources en eau. La concrétisation de ces projets, dans plusieurs communes de cette wilaya, s'inscrit dans le cadre de la généralisation et du renforcement des réseaux d'assainissement ainsi que l'amélioration du cadre de vie des citoyens, a indiqué la même source. Le taux de couverture des habitants de la wilaya de Bordj Bou Arreridj en matière d'assainissement a atteint 87 % à la faveur d'un réseau long de 1 923 km, a expliqué la source.

En matière d'épuration et de traitement des eaux, une opération de réhabilitation d'une station d'épuration, située à l'entrée Sud du chef lieu de wilaya, a été lancée, a-t-on fait savoir de même source. Ce projet de mise à niveau de cet ouvrage hydrique, d'une capacité de 30 000 m<sup>3</sup>/jour et pour lequel une enveloppe financière de l'ordre 300 millions de dinars a été mobilisée, a été relancé après levée du gel, a-t-on souligné. Dans la commune de Ras El Oued, un projet de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées a été lancé, a informé la direction des ressources en eau, notant que cette opération, pour laquelle un investissement de l'ordre de 188 millions de dinars a été réservé, vise à

mettre fin au problème de la pollution dans cette localité et d'exploiter les eaux traitées dans l'irrigation agricole. Ont été également enregistrées d'autres opérations de raccordement des canalisations du réseau d'assainissement à la station d'épuration et de traitement des eaux usées située à l'entrée Sud du chef lieu de wilaya, précisément à proximité du tronçon de la route nationale RN 45 menant à la commune d'El Hamadia et ce, après la levée du gel sur ce projet. Des travaux de protection de neuf secteurs urbains à travers la wilaya contre les inondations ont été réalisés et ce, à travers la réhabilitation des oueds et la réalisation de structures de protection, a-t-on signalé. Amel H.

M'sila

## Distribution «avant la fin de l'année» de 9 000 lots sociaux

Pas moins de 9 000 lots sociaux actuellement en cours d'aménagement seront distribués à travers les communes de la wilaya de M'sila «avant la fin de l'année en cours 2018», a indiqué jeudi, le wali Hadj Mokdad. La distribution de ces lots permettra, d'un côté, de réduire la demande sur le logement et, de l'autre, de diversifier l'offre en matière de promotion immobilière dont les charges sont actuellement supportées uniquement par l'Etat, a souligné le wali en marge de la distribution de 688 logements des diverses formules. La wilaya de M'sila a connu depuis 2005 à ce jour la

distribution de 87 633 logements dont 33 670 logements publics locaux (LPL), a ajouté le responsable de l'exécutif local qui a précisé que 17 489 LPL sont actuellement en cours de réalisation et

montrent le maintien des efforts publics pour la résorption de la crise du logement. Le wali a annoncé la distribution «prochaine» d'un quota de 1 700 logements dans les deux communes

de Boussaâda et Sidi Aïssa et la poursuite des enquêtes sociales préalables à la distribution de plus de 1 000 autres unités au chef-lieu de wilaya. Selon la direction du logement, la wilaya

de M'sila connaîtra prochainement l'attribution de plus de 7 748 LPL de sorte à réduire le taux d'occupation du logement (TOL) de 5,5 actuellement à 4,5. H.O.

Laghouat

## Plusieurs projets retenus pour la commune d'Aflou

Plusieurs projets ont été retenus au titre de différents programmes de développement en faveur de la commune d'Aflou (110 km nord de Laghouat) pour l'amélioration du cadre général de vie de la population, a-t-on appris jeudi des responsables de cette collectivité. Il s'agit d'un projet d'un montant de 40 millions DA accordé au titre du pro-

gramme communal de développement (PCD-2018) pour le revêtement des grandes artères de la ville d'Aflou, d'un autre de 10 millions DA pour l'entretien de routes et l'éradication des nids de poules entravant la circulation, en plus d'une opération d'aménagement et de reprofilage de Oued Messous, a-t-on indiqué. Outre la réception d'une poly-

clinique et, prochainement, d'un centre de santé Mère-enfant, la commune d'Aflou s'est vue accorder d'autres projets pour renforcer les structures éducatives avec notamment l'ouverture, cette année scolaire, au nouveau pôle urbain d'un collège «Base 7» baptisé du nom du chahid «Chenafi Safi». La commune a bénéficié également d'une opération de réhabilitation de la salle de cinéma avant d'Aflou qui va être équipée pour un montant de 140 millions DA. Le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati, a, lors de l'inspection de projets dans la commune d'Aflou, appelé à hâter la cadence de réalisation d'un programme de 900 logements de type public local et à rattraper le retard accusé par le projet de la piscine semi-olympique. La commune d'Aflou a bénéficié ces dernières années d'une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, qui accusent, toutefois, une lenteur dans leur exécution en raison du manque d'entreprises de réalisation. APS

Djelfa

## Mise en service d'un tronçon de 10 km de l'axe de la RN1

Un tronçon routier de 10 km de l'axe de la RN1, reliant Djelfa à Laghouat, théâtre de travaux de modernisation, a été ouvert au trafic jeudi. Le wali de Djelfa Hamna Guenaf a inauguré, cet axe routier de la RN1, entre Djelfa et Laghouat, connu pour son important trafic routier du fait qu'il constitue un trait d'union entre le Nord du pays et son Grand Sud, à l'occasion de la célébration de la fête reli-

gieuse de l'Achoura. En précédant à la mise en service de cet axe, le chef de l'exécutif a annoncé la réception attendue du reste de ce tronçon routier pour «octobre prochain», soit de quoi assurer une grande fluidité du trafic sur cet axe d'importance, a-t-il assuré. Un tronçon de 20 km du même axe routier a été ouvert au trafic en juillet dernier, suite à des travaux de modernisation, rappelle-t-on. La

célébration de la fête de l'Achoura, à Djelfa, a, aussi, donné lieu à la distribution de décisions d'affectation de lotissements fonciers (au nombre de 382) au niveau de nombreuses communes, outre l'attribution de 250 aides à la construction rurale, au niveau des communes de Douiss, Mejdbara, Djelfa et Miliha.

R.R.

## Sahara occidental

# Le MIR condamne les tentatives du Maroc d'inclure les territoires occupés dans ses frontières

■ Le Mouvement international de réconciliation (MIR) a condamné les tentatives du Maroc visant à «imposer la politique du fait accompli» en incluant «illégalement les territoires sahraouis occupés à l'intérieur de ses frontières», qualifiant cette démarche de «violation flagrante du droit international et de la souveraineté des pays et des peuples sur leurs territoires».

Par Farid M.

Le Mouvement international de réconciliation a exprimé, par la voix de la militante sahraouie, Amal al-Bashir, au cours d'une réunion du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, que «les tentatives du régime marocain d'inclure les territoires sahraouis à l'intérieur de ses frontières affectent de manière flagrante les réalisations juridiques qui ont coûté à la communauté internationale beaucoup d'efforts et de sacrifices», a rapporté l'agence Sahara Presse Services (SPS). Selon la même source, Amal al-Bashir a ajouté que «le non-respect du régime marocain du principe du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui est un défi à la communauté internationale». La militante sahraouie a dénoncé, dans ce contexte, «les changements illégitimes opérés par le régime marocain sur ces frontières d'origine pour s'accaparer des ressources naturelles du Sahara occidental, considéré par les Nations unies comme un territoire non autonome et sous son autorité». Dans le cadre des travaux de la 39<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, Mohammed Beissat, membre du secrétariat national du Front Polisario, avait réitéré mercredi dernier l'engagement du Polisario à soutenir les efforts de l'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, et à reprendre les négociations directes de «bonne foi et sans aucune condition préalable avec le Maroc». Le responsable sahraoui avait souligné, lors des travaux de ce Conseil, que «pour

mettre fin à la souffrance du peuple sahraoui de l'occupation brutale de ses territoires, il faut d'abord procéder à l'application du droit à l'autodétermination, comme avait été indiqué dans l'article 1 du Pacte international relatif aux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels». Evoquant la question de l'exploitation illégale des ressources naturelles des peuples et des pays sous occupation, M. Beissat avait fait savoir que «la Résolution 2621 du 12 octobre 1970 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies sur les activités économiques qui affectent d'une manière ou d'une autre les intérêts des pays occupés, doit être appliquée pour protéger les ressources du peuple sahraoui, exploitées illégalement par l'occupant marocain». «La résolution permet d'envisager des mesures administratives et



législatives établies afin de réduire tous les projets et les activités économiques qui sont contraires

à la loi ou affectent de quelque manière les intérêts et les droits des peuples colonisés comme le

cas du peuple sahraoui», avait-il signalé.

F. M./APS

## Maroc

## Répression à grande échelle des migrants à Tanger

Des centaines de migrants subsahariens stationnés à Tanger ont fui vers les forêts pour échapper aux violentes descentes de la police marocaine, a rapporté Associated Press, évoquant une répression à grande échelle dans cette ville portuaire du Maroc. Citant des militants de droits de l'Homme, AP a indiqué qu'il s'agit de «la plus importante répression (des migrants) depuis 2015». L'opération coup-de-poing a poussé des centaines de ces réfugiés, stationnés à Tanger dans l'espoir de regagner l'Espagne via le détroit de Gibraltar, à fuir vers les forêts

après les rafles violentes opérées par la police dans leurs camps de fortune. AP décrit des rafles particulièrement violentes où les forces de sécurité marocaines ont mis le feu au camp et pris l'argent des migrants. «Un grand nombre de personnes qui arrivent à Tanger, un des nombreux points de passage vers l'Espagne, disent qu'ils ont fui vers les forêts après que la police a défoncé les portes de leur petit dortoir à Tanger et pris l'argent qu'ils ont gagné pour payer les passeurs», a rapporté l'agence américaine. «Maintenant, les migrants déclarent ne pas être en sécurité dans cette forêt avoisinante où ils affirment qu'il y a plus de descentes opérées par la police qui saisit leurs biens, brûlent leurs camps en les forçant (les migrants) à monter dans des

bus en direction du sud du Maroc, loin de la frontière du nord». Ceux qui ont réussi à échapper à la traque disent qu'ils ne pourront plus se cacher nulle part. Les autorités ont demandé aux résidents de livrer les migrants aux forces de police, selon Skey Mansare, un migrant du Cameroun, cité par Associated Press. La chasse aux migrants s'est poursuivie au Maroc sur fond d'inquiétudes des ONG. En août deux migrants maliens, dont un adolescent, sont décédés lors d'un déplacement forcé organisé par les autorités marocaines. Amnesty International, a fait état début septembre d'«une répression d'envergure» qu'exercent les autorités marocaines contre des milliers de migrants, demandeurs

d'asile et réfugiés subsahariens. Depuis fin juillet, la police marocaine, ainsi que la gendarmerie royale et les forces auxiliaires, procèdent à des raids majeurs dans les quartiers de plusieurs villes où vivent les réfugiés et les migrants, d'une intensité particulière dans les provinces du nord du pays de Tanger, Nador et Tétouan, qui bordent la frontière espagnole. Quelque 5 000 personnes ont été arrêtées dans le cadre de ces opérations depuis juillet, entassées dans des bus et abandonnées dans des zones isolées proches de la frontière algérienne ou dans le sud du pays, a révélé Amnesty International, citant en cela l'Association marocaine des droits humains (AMDH).

Sara H.

## Mauritanie

## Six morts suite à des pluies au nord du pays

Une forte pluie accompagnée d'un vent violent a fait 6 morts, mercredi soir à Touajil, localité située à 650 km au nord de Nouakchott, a rapporté jeudi l'Agence mauritanienne d'information (AMI), citant le wali (gouverneur) de la province. Le gouverneur, Isselmou Ould Sidi, a précisé que «la pluie de 59 mm enregistrée la nuit dernière, aux environs de 4 heures du matin au niveau de cette localité, a causé le décès de deux femmes et de quatre enfants, suite à l'effondrement d'un hangar». «Les autorités locales, en coopération avec la Société nationale industrielle et minière (SNIM), sont intervenues immédiatement pour alléger les

souffrances des habitants de cette localité», a souligné Ould Sidi. «Ces pluies, qui ont également provoqué la chute de certaines habitations en banco à Twajil, n'ont pas causé de dommages à Zouerate et F'derick qui ont respectivement connu des pluies similaires de 75 et 55 mm», a conclu le wali. Environ 800 ménages ont été touchés par des inondations à Bassiknou, extrême Est mauritanien, provoquées par les eaux de pluies ininterrompues enregistrées au cours de la semaine écoulée, dans cette zone située près de la frontière avec le Mali.

R.M.

## Libye

## Au moins 9 morts après une nouvelle journée de combats près de Tripoli

Au moins neuf personnes, dont deux civils, ont été tués jeudi dans de nouveaux combats entre groupes armés rivaux au sud de la capitale libyenne Tripoli, selon les services de secours. Treize autres personnes, dont quatre civils, ont été blessées, selon un bilan préliminaire, a ajouté le porte-parole des services de secours, Oussama Ali. Malgré un accord de cessez-le-feu conclu le 4 septembre sous l'égide de l'ONU, les affrontements ont repris cette

semaine, notamment dans le quartier de Salaheddine et sur la route de l'aéroport international de Tripoli, détruit en 2014 par des combats similaires. Les affrontements avaient coûté la vie à au moins 63 personnes fin août-début septembre. Sur son compte Twitter, la mission de l'ONU en Libye (Manul) a appelé une nouvelle fois les groupes armés à «cesser immédiatement tous les actes de violence». «Cibler les civils et les installations civiles est interdit par le

droit humanitaire et constitue un crime de guerre», a-t-elle ajouté. L'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, avait déjà fait état la semaine dernière de 14 violations de la trêve. Le gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, a récemment annoncé une série de mesures en vue de sécuriser Tripoli et déloger les milices des institutions de l'Etat et des banques, sans résultats concrets jusqu'ici.

A. O.

## Nouveau Renault Kadjar

## Séduisant, robuste et des qualités dynamiques

Par Ali Zidane

**E**n 2015, Renault Kadjar a su s'imposer sur le segment des SUV compacts. Il a séduit une large clientèle grâce à son style fluide, ses qualités dynamiques et son confort. Il bénéficie en outre du savoir-faire de notre partenaire Nissan en matière de transmission intégrale et d'efficacité hors-piste.

Nouveau Kadjar progresse dans tous les domaines. Il arbore un style plus dynamique et plus moderne. Il conserve les codes traditionnels du SUV, tout en devenant plus séduisant et plus statutaire. Nouveau Kadjar met l'accent sur le confort, la qualité et l'ergonomie. Son habitacle a été revisité afin d'être encore plus agréable à vivre au quotidien. Nouveau Kadjar

adopte de nouvelles motorisations essence et Diesel plus performantes et plus sobres, pour plus de plaisir de conduite.

Nouveau Kadjar a été repensé dans les détails afin d'être toujours plus pratique au quotidien. Il dispose d'une console centrale réaménagée, une connectivité multiple, le plein d'astuces, et la modularité facilitée.

Nouveau Kadjar adopte le moteur 1.3 TCe inauguré sur Scénic et déployé ensuite sur Captur et Mégane. Ce bloc, développé par l'Alliance en coopération avec Daimler, se situe au meilleur niveau en matière de performances et d'agrément. Son architecture à 4 cylindres est la garantie d'un fonctionnement doux et sans vibration, tandis que son couple généreux offre une grande aisance à bas régimes. Cette motori-

sation dite «TCe FAP» se décline en quatre offres : TCe 140 FAP boîte manuelle, TCe 140 FAP boîte EDC, TCe 160 FAP boîte manuelle et TCe 160 FAP boîte EDC. En diesel, les moteurs désormais appelés «Blue dCi» de Nouveau Kadjar gagnent en puissance et en agrément de conduite. Le Blue dCi 115 revendique 5 ch et 10 Nm de couple de plus que le moteur de la précédente. Disponible avec une boîte de vitesse manuelle, il sera proposé ultérieurement avec la boîte automatique à double embrayage EDC. Le Blue dCi 150 est la motorisation de pointe de Nouveau Kadjar. Il a une puissance en hausse de 20 ch par rapport au précédent modèle. Couplé à une boîte de vitesse manuelle.

**La transmission intégrale 4WD de Kadjar propose trois**



**modes de fonctionnement au choix :**

2WD : seules les roues avant sont entraînées, ce qui permet d'abaisser la consommation, Auto : la répartition du couple

entre les deux essieux est pilotée de façon automatique par l'électronique de bord et Lock : le différentiel central est verrouillé et transmet en permanence 50 % du couple aux roues arrière.

Salon de l'automobile de Paris 2018  
Mercedes classe A A35 AMG

**M**ercedes annonce l'arrivée d'une variante AMG de sa nouvelle Classe A, qui devrait être présentée au Mondial de Paris début octobre. Avec environ 300 ch, cette A35 AMG sera une première étape en attendant la future A45 AMG.

Arrivée sur le marché au printemps de cette année, la nouvelle Mercedes Classe A s'apprête

déjà à s'encanailler, avec l'aide du préparateur maison AMG. Mais, plutôt que de sortir directement l'artillerie lourde avec la variante A45 AMG, qui devrait franchir la barre des 400 ch grâce notamment à l'hybridation, la firme à l'étoile préfère y aller plus doucement pour cette nouvelle génération de compacte. La Classe A devrait d'abord se

doter d'une version A35 AMG, un peu plus modeste. La compacte développerait alors 300 ch voire un peu plus.

Elle disposerait sous son capot d'une évolution du quatre cylindres 2.0 turbo qui équipe déjà l'actuelle A45 AMG. Celui-ci serait associé à la boîte automatique à sept rapports 7G-DCT et distribuerait sa puissance sur les quatre roues.

Les teasers dévoilés par Mercedes nous donnent un premier aperçu de cette nouvelle bombinette, qui se dotera d'un kit aérodynamique assez semblable à celui de l'actuelle A45 AMG. On peut déjà apercevoir l'aileron fixe sur le toit, ou encore les ailettes sur les côtés du bouclier avant, façon F1. Les boucliers se montreront d'ailleurs nettement plus agressifs que ceux des Classe A standard.

## Mondial de Paris

## DS 3 Crossback présent



**D**S présente son deuxième SUV, le DS 3 Crossback. Un look atypique, de nombreuses technologies et une motorisation 100% électrique. Le nouveau venu n'est pas une version réduite du DS 7. Au contraire, il possède sa propre personnalité.

Niveau proportions, le DS 3 Crossback repose sur la toute nouvelle plateforme du groupe PSA baptisée CMP et affiche une longueur de 4,12 m (pour 1,79 m de large, 1,53 m de haut, 1,55 m d'empattement et un volume de coffre de 350 L). Côté style, s'il arbore la traditionnelle calandre DS Wings, le DS 3 Crossback se distingue par de nombreux éléments de design spécifiques. A l'avant, on remarque notamment le dessin de ses nouveaux projecteurs DS Matrix LED Vision ou encore ses originaux feux de jour à LED verticaux. L'arrière, lui, est impressionnant avec ses larges épaules, ses feux effilés reliés par un jonc chromé et ses deux sorties d'échappement rondes, également chromées. Pour ce qui est des motorisations, le DS

3 Crossback sera proposé à son lancement avec le nouveau moteur PureTech de 155 ch (EAT8) et les PureTech de 100 et 130 ch. En diesel, la gamme sera composée des BlueHDi 100 et 130 ch. Et dès le second semestre 2019, le modèle sera aussi décliné dans une version 100% électrique dotée d'un moteur de 136 ch (260 Nm de couple) et d'une batterie lithium-ion de 50 kWh.

Le DS 3 Crossback fait le plein de technologies. Outre ses projecteurs DS Matrix LED Vision, il peut aussi embarquer, selon le niveau de finition, de nombreuses aides à la conduite déjà vues sur le DS 7, comme le «DS Drive Assist», un système de conduite semi-autonome de niveau 2 qui gère la vitesse et la trajectoire du véhicule dans les bouchons ou sur autoroute (utilisable jusqu'à 180 km/h selon les législations des pays). Le nouveau DS 3 Crossback sera présenté du 4 au 14 octobre au public du Mondial de l'Automobile de Paris 2018.

## Renault-Nissan-Mitsubishi-Google

## Equipement des véhicules de l'Alliance du système Android

**R**enault-Nissan-Mitsubishi et Google ont signé un partenariat technologique visant à équiper les véhicules de l'Alliance du système d'exploitation Android. Il permettra d'offrir, dès 2021, des services intelligents d'info-divertissement et des applications au service des clients sur de multiples modèles et marques.

Dans le cadre de ce partenariat technologique, les véhicules vendus par l'Alliance sur la plupart des marchés utiliseront Android, le système d'exploitation le plus répandu. Ils offriront la navigation par Google Maps ; l'accès aux applications automobiles de Google Play Store ; et la commande vocale, grâce à Google Assistant. Cette dernière permet de répondre aux appels et SMS, de gérer le système multimédia, de chercher des informations et de gérer les fonctions véhicules.

Les membres de l'Alliance,

dont les ventes cumulées s'élèvent à plus de 10,6 millions de véhicules sur près de 200 marchés, intégreront les services et applications Google dans leurs systèmes d'info-divertissement et sur le Cloud afin d'améliorer l'expérience à bord. Une partie des véhicules des marques de l'Alliance utilisera la plateforme Android. Cependant chacune aura la possibilité de proposer sa propre interface et des fonctionnalités uniques sur la base de cette plateforme commune.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du plan à moyen terme «Alliance 2022» dont l'un des objectifs est d'équiper toujours plus de véhicules de services de connectivité à bord. L'annonce de ce jour coïncide avec le pre-



mier anniversaire de ce plan et illustre l'intérêt de l'Alliance en faveur des technologies de nouvelle génération.

«Alliance 2022» prévoit le lancement de 12 nouveaux modèles 100% électriques ainsi que le développement de technologies de conduite autonome et de l'Alliance Intelligent Cloud. Ce plan a également comme objectif d'atteindre, d'ici fin 2022, des ventes annuelles de plus de 14 millions d'unités.

## Peugeot Algérie

## Lancement d'un centre d'appel

**PEUGEOT ALGÉRIE** vient de procéder au lancement de son centre d'appel «Customer Experience Center» dimanche 16 septembre 2018. Ce centre d'appel sera opérationnel 5 jours sur 7 de 8h 30 à 18h, pour répondre aux différentes interrogations des clients de la marque au lion, tant sur la partie du service après-vente (SAV) que sur la partie véhicules neufs. Pour trouver des réponses aux interrogations des clients de Peugeot Algérie, l'entreprise a mis à leur disposition un seul numéro à savoir le: «0770 024 024».





Proche-Orient

# En réponse à Israël, le Hezbollah dit avoir des «missiles de haute précision»

■ Le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, a assuré jeudi que son mouvement, engagé dans le conflit syrien, avait réussi à se doter de «missiles de haute précision» malgré les tentatives d'Israël de l'en empêcher avec ses frappes en Syrie.

Par Rima C.

Le Hezbollah, ennemi juré de l'Etat hébreu, qu'il a combattu par le passé, soutient militairement le régime de Bachar al-Assad au côté de son parrain iranien. Damas et ses alliés sont régulièrement la cible de raids israéliens. Ces opérations ont notamment pour objectif d'empêcher le «transfert d'armes sophistiquées» au Hezbollah par l'Iran, de l'aveu

même des responsables israéliens. Evoquant jeudi «les missiles de haute précision» et les «tentatives» d'Israël en Syrie, Hassan Nasrallah a semblé défier l'Etat hébreu dans une

allocution à l'occasion des célébrations religieuses de l'Achoura.

«C'est chose faite. La résistance possède (elle-même) des missiles de haute précision (...) et des capacités en matière d'armement», a-t-il clamé, en allusion au Hezbollah. «Si Israël veut imposer une guerre au Liban, il sera confronté à un destin qu'il n'aurait jamais pu prédire», a-t-il ajouté.

Selon les militaires israéliens, le Hezbollah disposerait de 100 000 à 120 000 roquettes et de missiles de courte portée, et de plusieurs centaines de missiles de longue portée.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a réagi jeudi en affirmant que Hassan Nasrallah devrait réfléchir «au moins vingt fois» avant de penser à attaquer Israël.

«S'il cherche le conflit avec nous, il recevra un revers d'une ampleur qu'il ne peut même pas imaginer», a affirmé M.

Netanyahu dans un communiqué.

Lundi soir, dans la foulée d'une incursion aérienne israélienne en Syrie, un avion de la Russie, alliée du régime, a été abattu par erreur par l'armée syrienne, dans le nord-ouest du pays. L'armée israélienne a affirmé au lendemain du drame que ses appareils avaient attaqué un site du régime où des systèmes entrant dans la fabrication d'armes de précision allaient être livrés au Hezbollah.

Le Premier ministre israélien a souligné que son pays était «déterminé à arrêter l'enracinement de l'armée iranienne en Syrie, ainsi que les tentatives de l'Iran» de transférer au Hezbollah des armes destinées à «être utilisées contre Israël». Jeudi, le chef du Hezbollah a encore accusé les Israéliens de «chercher jour et nuit à le tuer», alors qu'il vit dans un lieu secret depuis une décennie et fait très rarement des apparitions publiques.

Il avait confié en 2014 qu'il changeait souvent de lieu de résidence, dans le secret le plus total. M. Nasrallah a par ailleurs réitéré son soutien à l'Iran, qui sera frappé début novembre par un nouveau round de sanctions américaines contre l'industrie pétrolière iranienne.

«Il est de notre devoir aujourd'hui de nous tenir au côté de l'Iran qui, dans quelques semaines, sera confronté à une échéance dangereuse, le début des sanctions américaines», a-t-il affirmé.

La République islamique est dans le viseur de l'administration du président américain Donald Trump, qui s'est retiré en mai de l'accord sur le nucléaire iranien et a déjà rétabli une batterie de sanctions. M. Nasrallah a par ailleurs accusé Washington «de faire le tour des capitales pour encercler» l'Iran, en essayant de rallier d'autres pays à ces sanctions.

R. C.



## Points chauds

### Accord

Par Fouzia Mahmoudi

Barack Obama a passé plusieurs années durant ses deux mandats à la Maison-Blanche à essayer de trouver une solution d'apaisement qui satisfierait la classe politique de Washington et de Téhéran. En 2015 le président Démocrate était finalement prêt à signer un accord historique avec la République islamique. Un accord portant sur les activités nucléaires de l'Iran, mais comportant également d'importantes mesures commerciales visant à sortir l'Iran du rouge économique dans lequel il se trouvait. Mais l'arrivée de Donald Trump au pouvoir a remis tout cela en question, le président Républicain décidant il y a quelques mois de retirer son pays de l'accord sur le nucléaire iranien. Un retrait qui pourrait faire partie d'une stratégie de Trump pour mettre au point un nouvel accord plus avantageux pour les États-Unis. D'ailleurs, les dirigeants américains sont toujours prêts à rencontrer leurs homologues iraniens, mais ce sont ces derniers qui jusqu'ici refusent, a déclaré aujourd'hui un haut responsable du département d'Etat américain. Le président Donald Trump et le secrétaire d'Etat Mike Pompeo «ont dit très clairement qu'ils étaient prêts à négocier et à avoir ces discussions», a expliqué l'envoyé spécial pour l'Iran Brian Hook lors d'une conférence organisée par un cercle de réflexion de Washington, le Hudson Institute. Il a souligné que l'objectif était «un accord global avec l'Iran» autour des conditions énoncées au printemps par Mike Pompeo, qui vont bien au-delà des exigences contenues dans l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien. Washington souhaite qu'un futur accord, un véritable «traité» international ratifié par le Congrès américain, interdise aussi la prolifération de missiles balistiques et le développement de missiles à capacité nucléaire, et mette fin au comportement jugé «déstabilisateur» et «malveillant» de Téhéran dans la région. «Il n'y a aucune hostilité à l'idée de rencontrer les Iraniens», a insisté Brian Hook. Selon lui, ce sont l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique, le président Hassan Rohani et le ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif qui «ont fait savoir qu'ils n'étaient pas intéressés par des discussions». «C'est leur position, nous la respectons», a-t-il ajouté. Trump et Rohani seront la semaine prochaine à New York pour participer à l'Assemblée générale annuelle des Nations unies. Le président américain doit diriger une réunion du Conseil de sécurité qui portera notamment sur l'Iran. Reste à savoir si Téhéran, dans le rouge économique, avec une population qui vit très mal les retombées des sanctions américaines, acceptera les conditions américaines, ou continuera à camper sur ses positions sous peine d'une crise financière qui pourrait l'étrangler complètement. F. M.

## Philippines

### Au moins 22 morts dans le glissement de terrain à Cebu

Les sauveteurs continuaient de rechercher des survivants sur le site d'une énorme coulée de boue dans le centre des Philippines qui a fait au moins 22 morts, selon un nouveau bilan.

Des dizaines de personnes étaient toujours portées disparues après l'effondrement jeudi à l'aube d'un versant d'une colline très escarpée de la localité de Tina-an, sur l'île de Cebu, dû à de très intenses pluies de mousson.

Cette nouvelle catastrophe naturelle est survenue quelques jours après le passage du typhon Mangkhut qui a tué au moins 88 personnes dans le nord du pays.

À Cebu, les secouristes ont retrouvé 22 corps, a annoncé à

l'AFP Julius Regner, porte-parole de la défense civile. Le bilan précédent, jeudi soir, faisait état de 12 morts.

Environ 200 personnes, pompiers, policiers et spécialistes utilisant des équipements lourds, étaient toujours à la recherche d'une cinquantaine de personnes disparues, a-t-il précisé.

Les autorités ont obligé une vingtaine d'habitants vivant non loin à quitter leur domicile, de crainte de nouveaux glissements de terrain.

Des journées de précipitations particulièrement fortes ont considérablement fragilisé les sols de cette zone.

Parallèlement, les recherches se poursuivaient dans la région minière autour de la ville

d'Itogon (nord), traversée aujourd'hui par le typhon Mangkhut, qui a détruit des habitations et dévasté des terres agricoles. Nombre des victimes ont péri dans un immense glissement de terrain dans cette localité sur l'île de Luçon.

Les Philippines sont touchées chaque année par une vingtaine de typhons, qui font des centaines de morts et aggravent encore la pauvreté.

Haiyan, un des typhons les plus violents à avoir jamais touché terre, avait dévasté le centre de l'archipel en novembre 2013, faisant plus de 7.350 morts ou disparus et privant de logement plus de quatre millions d'habitants.



En hommage à la femme algérienne

# Un salon du patrimoine immatériel se prépare à Tizi-Ouzou

■ La ville de Tizi Ouzou s'apprête depuis quelque temps à accueillir la troisième édition du Salon du patrimoine culturel immatériel. Prévu du 24 au 27 septembre courant, cette édition sera une occasion pour rendre hommage à la femme algérienne pour son rôle dans la transmission du patrimoine national de génération à l'autre.

Par Abla Selles

La troisième édition du Salon du patrimoine culturel immatériel, qui se tiendra à Tizi-Ouzou du 24 au 27 septembre courant, rendra hommage à la femme algérienne pour son rôle dans la préservation du patrimoine national, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la culture. Placée sous le thème «La femme algérienne garante de la transmission du patrimoine culturel immatériel», cette manifestation, abritée par la maison de la culture Mouloud-Mammeri, sera l'occasion de rappeler le rôle de la femme dans la transmission du patrimoine immatériel à travers, notamment, une

exposition sur la poterie, l'habit traditionnel, l'art culinaire et autres métiers exclusivement féminins, a-t-on indiqué de même source. Un hommage particulier sera rendu à la troupe «Urar l'Khalath» de la Chaîne II de la Radio nationale, un groupe de femmes qui a perpétué et vulgarisé la chanson populaire féminine à travers une émission radiophonique éponyme. Une troupe qui comptait de grandes figures de la chanson algérienne dont El Djida Thamechtoth, Anissa, Djamilia et Cherifa, a-t-on ajouté. Durant ce salon, des ateliers de démonstration de décoration de poterie avec des motifs berbères et de la blouza oranais, de contes et de jeux traditionnels,

ainsi que des spectacles de chants féminins et une démonstration d'une cérémonie de mariage traditionnel sont également prévus, selon le programme communiqué à la presse. Des conférences-débats sont aussi au menu et seront animées par des spécialistes à l'instar de Galez Ouiza, maître-chercheur au Centre national de recherche préhistorique, anthropologiques et historiques (Cnrah) qui parlera de la «Convention 2003 et la question du genre», Fairouz Recham de l'université de Bouira qui abordera le thème de «La femme et la chanson kabyle» et Zahia Ben Abdellah qui a intitulé sa conférence «Patrimoine féminin». A. S./APS



Illizi

## La S'beiba fêtée dans la pure tradition patrimoniale

Les habitants de la perle du Tassili, Djanet (420 km au sud d'Illizi), ont renoué avec la fête ancestrale locale de la S'beiba, fierté du Tassili-N'Ajjer, marquant leur profond attachement au patrimoine matériel et immatériel séculaire de la région.

Coïncidant annuellement avec la célébration de la fête religieuse de l'Achoura (10e jour du mois hégirien de Moharrem), la S'beiba a débuté aux premières heures de la journée depuis la grande placette de Djanet «Loughiya» par des activités culturelles et artistiques aux rythmes des tambours de la «Ganga» exécutée par des femmes percussionnistes faisant, à travers leurs chants, l'élo-

ge de la bravoure des guerriers. Ce spectacle était accompagné de danses des hommes avec une épée dans la main droite et une étoffe dans la gauche.

Classée par l'Unesco en 2014 parmi le patrimoine de l'humanité, la fête de la S'beiba, liée intimement aux habitants des ksour d'El-Mihane (entrée sud de Djanet) et d'Azélouaz (entrée nord de la ville), est activement préparée depuis «Timoulawine», premier jour du mois de Moharrem, pour atteindre son paroxysme le grand jour appelé localement «Tiillillène». Une manifestation où s'opposent les habitants des deux ksour parés de leurs plus beaux costumes, à travers une danse «Aghay N'

Quatthey» (bouclage de l'année) qui s'est poursuivie jusqu'au crépuscule, a expliqué Cheikh Hassani, un des notables du ksar d'El-Mihane.

Selon Cheikh Hassani, cette fête de la S'beiba est organisée en signe de joie et de liesse populaire locale pour célébrer le jour ou le prophète Moussa a été sauvé du Pharaon, et est aussi une occasion mise à profit pour resserrer les rangs des populations locales, se rencontrer et faire connaissance.

Selon le directeur du tourisme de la wilaya d'Illizi, Samir Philippon, la célébration de la S'beiba constitue le lancement de la saison touristique dans la région, car elle coïncide avec la

période d'afflux des touristes étrangers en provenance notamment d'Europe.

Le secteur table cette saison sur une importante affluence de touristes, aussi bien étrangers que nationaux, qui viennent assister aux festivités de la S'beiba, a-t-il souligné.

Abdelaziz Touahriya, jeune gérant d'une agence touristique, a estimé, pour sa part, que la célébration de la S'beiba a connu cette saison un vif engouement de touristes par rapport à la précédente édition, ajoutant que ces invités se sont montrés admiratifs face à cette manifestation culturelle classée patrimoine universel par l'Unesco.

Pour différents acteurs du secteur du tourisme, cette année augure d'une saison touristique prometteuse, eu égard au nombre important de demandes de visas, soit 250 demandes déposées auprès des services de la direction du tourisme et de l'artisanat? surtout que l'ensemble des sites touristiques du tassili sont ouverts aux passionnés du Sahara.

L. B.

«L'appel de la mer»

## L'exposition sera clôturée ce soir

L'exposition «L'appel de la mer», qui a débuté samedi 15 septembre, se poursuivra jusqu'au samedi 22 septembre, et présente au public oranais des photographies représentant les phares du littoral algérien.

C'est à partir de l'aventure entreprise par Hichem Bekhti, photographe de presse, de voyager à travers le littoral algérien en voiture en 2005, de l'extrême ouest à l'extrême

est, que l'idée de photographier des phares a abouti sur une exposition de 22 photographies. S'il est indispensable d'immortaliser certains paysages du littoral algérien pour leur conférer une existence que la communauté ne leur accorde pas toujours, c'est surtout une motivation de préservation qui a poussé le photographe à explorer ces lieux souvent délaissés et dans un état d'abandon

total. L'exposition porte ainsi en elle une dimension de sensibilisation à ces lieux où l'histoire et la culture se retrouvent. Rappelons que celle-ci se déroule dans le cadre du trimestre thématique «La côte algérienne», organisé par l'association «Les nomades algériens», tous les jours jusqu'au 22 septembre à la galerie Civ-Ceil (quartier Miramar - Oran).

M. K.

Musique

## Bach et Vivaldi revisités à Alger et à Oran

À vis aux amateurs de musique classique, le trio Mavena composé de Massimiliano Sinceri, Vera Aït Tahar et Nazim Aït Yahia, donnera un concert le mardi 25 septembre à Oran et le jeudi 27 septembre à Alger.

Le concert, nommé «De cordes et d'accords», sera proposé au public oranais sur les

planches du théâtre de la ville et à Alger à l'auditorium de la radio. C'est en collaboration avec la Radio algérienne que l'Institut culturel italien d'Alger présente le trio Mavena, un trio inédit composé par le pianiste-maestro Massimiliano Sinceri, la violoniste Vera Aït Tahar et son compère Nazim Aït Yahia. Il s'agira essentiellement de deux concertos,

l'un dédié à Vivaldi et l'autre à Bach, le tout transcrit pour deux violons et un piano. De quoi créer une ambiance intimiste au plus près des musiciens mais aussi de l'esprit des compositeurs.

L'entracte ne manquera pas de divertir tout autant le public, puisque Mozart, entre autres, sera exploré par les musiciens.

Il est à noter que l'événement se déroulera au théâtre d'Oran le mardi 25 septembre à partir de 19h (l'entrée y est sous réservation au +213 (0)21 92 38 73 et vous coûtera 500 DA) et à l'auditorium de la radio à Alger le jeudi 27 septembre à 19h (contactez l'Institut italien d'Alger pour plus d'informations au : +213 (0)21 32 92 51 91)

R. C.

### AGEND'ART

Espace d'exposition de l'Agence communale des manifestations culturelles et artistiques d'Oran

Jusqu'au 25 septembre :

Exposition de peinture de l'artiste Chérif Belzina.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jusqu'au 27 septembre :

Exposition de peinture de l'artiste peintre Bachir Toudji.

Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 27 septembre :

Exposition collective de peinture.

Al Marhoon Gallery (Cité 574 logements Saïd-Hamdine, Alger)

Jusqu'au 27 octobre :

Exposition «The Gold Sellers» séries 2018, de Sabrina Belouaâr.



Ligue 1 Mobilis (7<sup>e</sup> journée)

# Le NAHD pour la confirmation, les Mouloudia face à leur destin

■ La suite de la septième journée de la Ligue 1 Mobilis propose des chocs intéressants même s'il y a des oppositions entre extrêmes.

Par Mahfoud M.

**A**insi le NA Hussein-Dey qui occupe la 2<sup>e</sup> place avec 11 pts et continue de briller aussi bien à domicile qu'à l'extérieur, sera à l'épreuve de l'USM Bel Abbès. Avec sa dernière victoire face au MO Béjaïa qu'il a battu chez lui, le Nasria tentera de confirmer. Les Sang et Or vont retrouver sur le banc de touche leur entraîneur Bilal Dziri qui a purgé sa suspension et qui tentera de les conduire vers un autre succès. L'adversaire du jour ne fait que collectionner



Le Nasria pour garder sa dynamique

les défaites (5 en 6 matches) trouvera certainement des difficultés face aux Algérois. Le détenteur de la Coupe d'Algérie-2018 aura du mal à contenir l'euphorie de

l'équipe du Nasria au stade du 20-Août-1955 (Alger) et les assauts des Gasmis, Khacéf et Allati depuis l'entame de la saison 2018-2019. Au stade Ahmed-Zabana d'Oran,

le MC Oran (13<sup>e</sup> - 5 pts) accueille son homologue d'Alger dans un match de rachat pour les deux équipes, habituées dans le passé à jouer les premiers rôles. Le MCA, déplumé à Alger par les Canaris, tentera de se refaire une santé devant une équipe oranaise qui n'a plus droit à l'erreur. Les Hamraoua se donneront donc à fond pour espérer se reprendre et aller de l'avant. Le DRB Tadjenanet affronte sur son terrain la JS Saoura qui aura à cœur de prendre les points du succès lors de cette empoignade. Le Difaâ qui poursuit son redressement vient d'accrocher à Sétif l'Entente locale (1-1) après une belle victoire acquise face au CABBA (3-1). Toutefois, les repré-

sentants du sud-ouest algérien se déplaceront à Tadjenanet avec l'espoir de récupérer les points perdus devant El-Bordj. Le dernier match de cette journée, entre l'O.Médéa et l'ES Sétif aura lieu le 7 octobre prochain en raison de l'engagement des Sétifiens en quarts de finale (retour) des Champions' League africaine devant le WA Casablanca (Maroc). **I.M.**

## Coupe arabe des clubs (8es de finale) Le tirage au sort le 6 octobre

**L**e tirage au sort du second tour de la Coupe arabe des clubs aura lieu le samedi 6 octobre prochain en Arabie saoudite, a indiqué l'Union des associations de football arabe (UFAA) jeudi. Deux clubs algériens : l'ES Sétif et l'USM Alger ont déjà composé leurs billets pour les 8<sup>es</sup> de finales de la pres-

tigieuse compétition dont le vainqueur final empochera 6 millions de dollars. L'ESS avait sorti la formation émiratie d'Al-Ain (1-2, 1-0) alors que l'USM Alger a éliminé le club irakien des Forces aériennes en s'imposant en aller et retour (0-1, 2-0). Un troisième représentant algérien le MC Alger a fait un grand pas vers la

qualification après son succès lors de son match aller en déplacement contre l'équipe bahreïni de Riffaa (2-1). La manche retour aura lieu le 28 septembre à Alger. A noter que le tenant du titre, l'ES Tunis, avait été éliminé dès le premier tour par le club égyptien d'Al Ittihad d'Alexandrie.

## Jeunesse et sports Hattab donne la priorité à la réhabilitation des infrastructures existantes

**LE MINISTRE** de la jeunesse et des Sports (MJS), Mohamed Hattab, a souligné à Bouira que la priorité de son secteur actuellement «est de prendre en charge les 11 complexes sportifs à travers le pays et les centres de formation afin de booster les différentes activités sportives et permettre à l'Algérie de retrouver sa place de leader dans plusieurs disciplines».

C'est en réponse à une question de la presse relative au gel du projet des remontées mécaniques de la station climatique de Tikjda dans le cadre des mesures d'austérité prise par le gouvernement que le ministre Hattab a expliqué que son secteur donnait la priorité notamment aux projets en cours de réalisation ainsi qu'à la rationalisation des structures existantes, dont la réhabilitation des 11 complexes sportifs et les centres de formation à travers le pays.

«Cela va nous permettre de rationaliser les moyens financiers de l'Etat ainsi que d'exploiter les structures existantes afin de former et sélectionner les jeunes talents capables de représenter

l'Algérie dans les événements sportifs continentaux et internationaux», a encore expliqué M. Hattab lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite au Centre national de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT) (est de Bouira), où il a inspecté quelques projets relevant de son secteur.

Le ministre a saisi cette occasion pour réitérer l'intention et la volonté de son département de travailler sur plusieurs chantiers censés donner une nouvelle impulsion au sport national et ce, via l'encouragement du sport scolaire ainsi que la détection des jeunes talents et leur offrir tous les moyens nécessaires pour qu'ils puissent apporter de bons résultats à l'Algérie dans les futures compétitions continentales et internationales. Par ailleurs, M. Hattab a souligné la nécessité d'identifier les carences et les problèmes que connaît le secteur afin d'œuvrer véritablement pour le développement des différentes disciplines sportives où l'Algérie occupait souvent les premières places il y a quelques années.

## L'USMA écrase l'ASAM

**L'**USM Alger l'a emporté à domicile au stade Omar-Hamadi d'Alger sur le score de (3/0) face au nouveau promu, l'AS Ain M'lila, dans l'ouverture de la 7<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 Mobilis. Les Rouge et Noir qui restent sur une défaite en Coupe de la CAF face au Masry de Port Saïd devaient se reprendre et se réconcilier avec leurs fans pour

leur retour au stade de Bologhine. Benmoussa avait ouvert le score à la 13<sup>e</sup> pour l'USMA, avant que Benguit (41) et Mahios (45<sup>e</sup>) ne creusent l'écart. Tout s'est joué donc au cours de la première période de cette rencontre qui a vu les Rouge et Noir étaler toute leur classe, alors que les M'lilis confirment leur régression après

avoir été tenus en échec à domicile face au CSC. L'USMA avec ce succès prend la première place temporairement en compagnie de la JSK avec 12 points en attendant le déroulement de tous les matchs de cette journée. L'AS Ain M'lila reste à la septième place avec neuf points dans son escarcelle. **I.M.**

## Classement FIFA Les Verts à la 69<sup>e</sup> place

**LA SÉLECTION** algérienne de football a perdu trois places au classement mensuel de la Fédération internationale (FIFA) publié jeudi, passant de la 66<sup>e</sup> à la 69<sup>e</sup> position, alors qu'au niveau africain elle occupe le 14<sup>e</sup> rang.

Sur la scène continentale, les Verts demeurent en dehors du Top 10 dominé par le trio : Tunisie (23<sup>e</sup> mondial), Sénégal (25<sup>e</sup>) et RD Congo (40<sup>e</sup>).

La sélection du Bénin, prochain adversaire des hommes de Djamel Belmadi en octobre prochain dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2019, occupe la 88<sup>e</sup> place mondiale. Les deux autres équipes figurant dans le groupe de l'Algérie lors de ces éliminatoires, le Togo et la Gambie, occupent respectivement la 123<sup>e</sup> et la 171<sup>e</sup> places.

Pour la première fois depuis sa création il y a 25 ans, deux équipes trônent ensemble en tête du classement mondial, puisque la Belgique a rejoint

la France championne du monde sur la plus haute marche du podium grâce à ses deux dernières victoires, notamment face à l'Islande (3-0) en Ligue des Nations. Le prochain classement mondial de la FIFA sera publié le 25 octobre.

Top 10:	
1- Belgique	1729.25 pts (+1)
- France	1729.12 pts (-1)
3- Brésil	1663 pts (-)
4- Croatie	1634 pts (-)
5- Uruguay	1632 pts (-)
6- Angleterre	1612 pts (-)
7- Portugal	1606 pts (-)
8- Suisse	1598 pts (-)
9- Espagne	1597 pts (-)
10- Danemark	1581 pts (-1).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Zetchi :

«Belmadi sera aussi l'entraîneur de la sélection des joueurs locaux»



LA SÉLECTION algérienne des joueurs locaux sera confiée à l'entraîneur de la sélection première, Djamel Belmadi, a indiqué vendredi le président de la Fédération algérienne de football (FAF). «Belmadi a émis le vœu de prendre lui-même et son staff en charge la sélection des joueurs locaux. Il compte organiser prochainement des stages périodiques pour voir à l'œuvre les éléments qui pourraient l'intéresser à travers les matchs de championnat qu'il est en train de suivre de plus près», a déclaré à la Radio nationale, Kheireddine Zetchi. Lors de sa dernière conférence de presse qu'il a ani-

mée à Alger avant le départ des Verts pour la Gambie où il a affronté la sélection locale le 8 septembre en cours (1-1) pour le compte de la 2<sup>e</sup> journée des qualifications pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019), Belmadi, qui faisait pour l'occasion son baptême de feu avec le «Club Algérie» avait sévèrement critiqué le niveau du championnat algérien et le joueur local. Il s'est dit toutefois prêt, en compagnie de son staff, à contribuer dans le processus de résurrection. La sélection des joueurs locaux entamera bientôt les éliminatoires du championnat d'Afrique de cette catégorie prévues en 2020. Cette sélection compte une seule participation seulement dans ce Championnat créée en 2010. Concernant la sélection A, Zetchi a estimé que la touche de Belmadi «va être ressentie après au moins 5 stages», tout en affichant son optimisme quant au parcours des Verts sous la houlette de Belmadi et le reste de son staff technique, lequel staff qu'il a qualifié de «très professionnel». L'Algérie accueillera le Bénin le 12 octobre au stade Mustapha-Tchaker à Blida, un stade où les Verts vont recevoir leurs adversaires pendant au moins toute cette saison, a précisé Zetchi, sachant que le match retour aura lieu le 16 du même mois à Cotonou. S'agissant des nouveaux joueurs qui vont éventuellement renforcer les rangs de la sélection première, l'ancien président du Paradou AC a confirmé l'intention de l'entraîneur national de faire appel à de nouvelles têtes à l'occasion de la double confrontation face au Bénin, mais sans pour autant dévoiler des noms. Par ailleurs, le patron de la FAF s'est dit satisfait du travail réalisé par la direction technique nationale que préside Rabah Saâdane malgré les éliminations précoces des sélections des moins de 17 et 20 ans des éliminatoires de Coupes d'Afrique des nations des deux catégories respectives.

Y. N.

Racim S.

## Quand il pleut:

### Ailleurs



Loumis

### Ici



Djalou@hotmail.com

Béni Djellil / Béjaïa

## Le siège de la mairie bloqué par des habitants de Tizi n'Djber

■ *Voulant rafraîchir la mémoire des autorités, ils rappellent que l'ancien wali de Béjaïa s'était engagé à accorder au village une opération d'aménagement et de réfection de la route «mais rien n'a été entrepris dans ce sens à ce jour».*

Par Hocine Cherfa

Les habitants du village Tizi n'Djber sont en colère. Ils ont scellé le siège de l'APC de Béni Djellil depuis plusieurs jours, soit depuis le début de la semaine passée pour réclamer la prise en charge de leurs doléances liées à l'amélioration de leurs conditions de vie. Les protestataires dénoncent l'absence des autorités face au dénuement total que vit la commune relevant ainsi leur plus grand souci, à savoir la route de notre village qui est intégralement impraticable depuis plusieurs années. Voulant rafraîchir la mémoire des autorités, ils rappellent que l'ancien wali de Béjaïa s'était engagé à accorder au village une opération d'aménagement et de réfection de la route mais rien n'a été entrepris dans ce sens à ce jour, s'indigne-t-on. Les mécontents rappellent avoir, maintes fois, soulevé les problèmes du village mais les autorités concernées préfèrent les ignorer. Parmi les doléances mises en avant, il y a la nécessité de délocaliser la décharge communale qui empoisonne la vie des villageois

du fait de sa proximité du village et les fumées qui remontent jusqu'aux habitations de jour comme de nuit. Les villageois revendiquent aussi la rénovation du réseau d'assainissement, le bétonnage des ruelles du village, la réparation de l'éclairage public, le renforcement du réseau d'AEP et le renforcement de leur unité de soins en moyens humains et matériels. Ces derniers sont en colère aussi pour le fait que l'enveloppe financière de 7,6 milliards de centimes qui devait être accordée au village afin de réaliser un bon nombre d'opérations dont l'équipement de la cantine scolaire, l'eau potable, etc. n'a pas encore été dépensée, craignant qu'elle soit affectée à d'autres villages. Ils exigent que cet argent soit consacré au village comme prévu. «Le blocus sur le siège de l'APC va se poursuivre jusqu'à la satisfaction de notre plate-forme de revendications», menacent les mécontents dont la colère est exacerbée contre le maire qui aurait «déposé plainte contre quatre villageois». Ces derniers sont cités à comparaître devant le tribunal administratif de Béjaïa cette semaine pour fermeture du

siège de l'APC mais, il semble que ce sont tous les villageois qui en sont derrière, selon des échos qui nous sont parvenus. Les mécontents ne comptent pas rester les bras croisés puisqu'ils ont décidé de bloquer encore le siège de l'APC. Notons que les habitants du quartier Attrouche de Tizi et Ighil-Ouzoug abritant 73 foyers réclament la prise en charge de plusieurs doléances dont l'alimentation en électricité, l'eau, le gaz de ville et l'aménagement des routes. Ils ont interpellé le wali et le P/APW lors d'un sit-in tenu devant le siège de la wilaya au courant de la semaine dernière. Pour leur part, les habitants de Dar Nacer réclament l'aménagement de la route délabrée suite aux travaux de raccordement d'eau potable et d'assainissement. Les habitants de la rue Boualem d'Ighil-Ouzoug s'insurgent contre le laisser-aller qui touche leur quartier notamment, les infiltrations et inondations de deux écoles primaires, du CEM et du lycée, ainsi que des maisons et commerces par des eaux pluviales et des eaux usées.

H. C.